



PRÉFET DU FINISTÈRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUE DE PRESSE

Quimper, le 16 mars 2022

LA VILLE DE MORLAIX RETENUE POUR ACCUEILLIR UN SERVICE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Lors de son déplacement à la préfecture de Corrèze en septembre 2021, Gérald DARMANIN, ministre de l'Intérieur, avait annoncé que des agents du ministère, en poste en Ile-de-France, seraient réinstallés dans des villes candidates à les accueillir.

Cette initiative faisait suite au comité interministériel à la transformation publique du 23 juillet dernier à Vesoul, lors duquel le Premier ministre avait annoncé poursuivre la relocalisation des emplois hors de l'Ile-de-France, hors des grandes métropoles. Le souhait du Président de la République et du Gouvernement est ainsi de contribuer à renforcer la proximité de l'État avec les Français, d'offrir une opportunité pour les villes qui accueilleront ces nouveaux emplois et de répondre à l'aspiration de nombreux agents de l'État de travailler dans un autre cadre de vie.

Le ministère de l'Intérieur a reçu de très nombreuses candidatures de villes disposées à accueillir l'un des 20 services de l'État destinés à se relocaliser, issus de l'administration centrale du secrétariat général du ministère, de la direction générale de la Police nationale, de la direction générale de la Gendarmerie nationale, de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises et de la délégation à la sécurité routière. Ces candidatures ont été examinées à partir d'une grille de critères tenant compte de l'offre immobilière, mais aussi du cadre de vie, de la mobilisation locale autour du projet, et de l'appui que pourrait apporter cette implantation pour soutenir le développement local.

Contact presse

Bureau de la communication interministérielle

Tél : 02 98 76 29 51 / 02 98 76 29 66

Mél : pref-communication@finistere.gouv.fr

20 villes ont ainsi été retenues pour accueillir des services d'administration centrale (cf. carte en pièce jointe).

La ville de Morlaix a été retenue pour accueillir le Bureau national des droits à conduire de la Délégation à la sécurité routière (DSR), représentant 50 agents du ministère de l'Intérieur. L'installation est prévue à compter du 3^{ème} trimestre de l'année 2025, après une phase de travaux.